

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations unies, Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République unie de Tanzanie, Macky Sall, Président de la République du Sénégal, et Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen, sur les relations franco-africaines, la sécurité en Afrique et sur la situation en Centrafrique, à Paris le 7 décembre 2013.

M. François HOLLANDE, Président de la République française

Mesdames, Messieurs,

Ce sommet dit de l'Élysée s'est tenu dans un moment exceptionnel, chacun l'aura bien compris, avec la disparition de Nelson MANDELA. Il a été, par son esprit, présent tout au long de nos travaux. Il n'y a pas eu une intervention de chef d'Etat ou de Gouvernement ou de ministres africains, sans qu'il y ait eu au départ un hommage.

Ce sommet s'est passé également dans une situation elle-même exceptionnelle, c'est-à-dire la décision qu'a pris le Conseil de sécurité, dès jeudi, permettant à la force africaine de recevoir mandat pour apporter de la sécurité, du soutien et de l'ordre en Centrafrique.

Ce sommet a été lui-même exceptionnel par l'ampleur des participations : 53 pays africains, le Secrétaire général des Nations Unies, les deux Présidents le Président de la Commission européenne et le Président de l'Union européenne et également le Président de la Banque africaine de développement et d'autres institutions étaient également représentées.

Mais ce sommet a également pris des décisions exceptionnelles dans trois domaines.

Le premier, c'est celui de la sécurité. C'était d'ailleurs son objet principal. Il a été convenu que l'Afrique devait assurer elle-même sa sécurité, que c'était un principe fondamental. Il n'y a pas de continent qui ne puisse assurer, par lui-même, son destin. Face aux crises, face au terrorisme, face à la piraterie, face aux trafics de toute sorte, l'Afrique doit s'organiser et pouvoir intervenir de manière rapide et efficace.

C'est donc le sens de cette force d'action rapide qui doit être mise en place dans les prochains mois, que la France soutiendra par une action de formation, d'encadrement et d'équipement. J'ai moi-même annoncé que sur les prochaines années 20 000 soldats africains pourront être formés par la France. Des unités africaines composeront cette force. Elles devront donc disposer d'un matériel et d'armement appropriés précisément aux crises que l'Afrique peut rencontrer.

Reste la question du financement. Il y a bien sûr des opérations de maintien de la paix, où c'est l'Organisation des Nations Unies qui assure la couverture des dépenses par les Etats qui contribuent aux forces internationales. Mais, dans l'attente d'une force de maintien de la paix, nous devons prévoir les financements pour que les Etats volontaires puissent avoir très

rapidement un soutien à leurs interventions.

Je sais que l'Union européenne pourra prendre sa part. Je veux saluer ici Herman Van ROMPUY puisque nous aurons, à la fin du mois de décembre, un Conseil européen consacré à l'Europe de la Défense. Pour que l'Europe assure sa défense, il faut que l'Afrique puisse aussi assurer la sienne, parce que nos deux continents sont liés. Le terrorisme ne connaît pas de frontières, il n'y a pas de mer qui puisse empêcher le terrorisme de traverser

Nous sommes donc solidaires. C'est ce que nous avons marqué à travers cette grande décision en matière de sécurité.

L'autre grande décision que nous avons prise, c'est par rapport au développement et au partenariat économique. Macky SALL y reviendra. La France est consciente que l'Afrique est un continent d'avenir. La croissance que connaît nombre de pays africains dépasse 5, 7, parfois 10%. Il y a des projets qui vont être considérables, dans les prochaines années, en Afrique.

La France s'est donnée comme objectif de doubler ses échanges avec l'Afrique d'ici 5 ans.

L'Europe est un partenaire, là encore, essentiel. Il y aura, dans l'année 2014, la négociation des accords de partenariat économique permettant, aux pays africains, d'avoir un meilleur accès à nos marchés et, en même temps, un meilleur soutien de l'Union européenne.

Là encore, la France a monté l'exemple et a décidé de doubler les interventions de l'Agence française de développement pour l'Afrique et pour des projets. Avec, on le sait, un taux de retour même si ce n'est pas l'intention de nos soutiens en termes d'investissements pour nos entreprises, d'emplois en France et d'activités supplémentaires.

La troisième grande décision est relative au climat ou, plus exactement, à la lutte contre le réchauffement climatique.

C'était très frappant d'entendre les chefs d'Etat ou de Gouvernement africains, tout au long de la matinée. Parce qu'ils sont conscients des menaces et des risques. Parce qu'ils sont les victimes du réchauffement de la planète : désertification pour les uns, qui voient l'accès à l'eau rendu plus difficile et la montée du niveau de la mer pour d'autres, avec des risques hélas d'inondations et de disparitions d'espèces liées à des atteintes intolérables à la biodiversité

Alors, nous avons décidé de former une alliance les Européens et les Africains pour réussir la Conférence sur le climat en 2015 qui se tiendra aussi à Paris. Nous avons donc réussi ce sommet de l'Elysée, nous avons réussi à nous donner des objectifs notamment en matière de climat.

Nous avons l'obligation d'avoir un succès pour la Conférence climat. Le Secrétaire général des Nations Unies nous a dit son plein engagement. Ici, le Président de la Tanzanie est lui-même mandaté par son continent pour porter cette thèse.

Voilà le sens de ce sommet : moment exceptionnel, circonstances exceptionnelles, participation exceptionnelle et décisions exceptionnelles. Je vais donc donner la parole à un Secrétaire général des Nations Unies exceptionnel aussi, M. BAN Ki-moon.

M. BAN Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies

Monsieur le Président François HOLLANDE, Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement et ministres, Mesdames et Messieurs des médias,

Je tiens à remercier le Président HOLLANDE d'avoir organisé cette réunion, ce Sommet, qui a été très fructueux. Je suis heureux d'avoir, à mes côtés, les dirigeants de l'Union africaine et de l'Union européenne.

Le Sommet s'est déroulé tandis que le monde entier pleure la disparition de Nelson MANDELA. Il a profondément marqué nos vies et nous a montré ce qui était réaliste et réalisable, en Afrique et dans le monde entier. Le peuple sud-africain et le monde entier ont perdu un héros. Son œuvre impérissable continuera à guider l'action de l'ONU.

Nous sommes réunis ici pour faire passer un message de solidarité et d'espoir que chaque femme, chaque homme et chaque enfant d'Afrique ait un avenir pacifique et prospère. Depuis de nombreuses années, les Africains écrivent une nouvelle page de leur histoire. Notre objectif commun est de faire front sur ces problèmes et de franchir les sérieux obstacles qui subsistent.

Le sommet de l'Elysée a permis de couvrir de nombreuses questions importantes à un moment décisif. Nous avons évoqué la prévention des conflits et la gestion des crises. Nous avons dressé

le bilan de nouvelles stratégies de maintien de la paix, plus robustes, qui portent leurs fruits. Nous avons passé en revue les menaces, toujours plus grandes, que sont le terrorisme, l'extrémisme, la criminalité organisée, le trafic de stupéfiants et la piraterie. Et nous nous sommes penchés sur des situations particulières, dont celle du Sahel de la région des Grands lacs et de la Somalie. Mesdames et Messieurs, immédiatement à l'issue de cette conférence de presse, nous nous réunirons, de nouveau, pour un Sommet consacré à la République centrafricaine, dont le Premier ministre est présent parmi nous. Dans ce pays, le chaos et la souffrance représentent un test véritable pour la communauté internationale. Il est urgent de prévenir toute détérioration supplémentaire et de mettre en œuvre la résolution adoptée par le Conseil de sécurité, il y a deux jours.

Je salue l'engagement et l'investissement de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale et de l'Union africaine. Je suis également reconnaissant envers tous les pays qui envoient des soldats à la MISCA et, en particulier, envers la France pour avoir accru son soutien militaire. Encore une fois, je salue vivement le leadership du Président HOLLANDE, qui a bien voulu déployer des contingents français sur le terrain, si rapidement et si efficacement. La France a également joué un rôle déterminant pour mobiliser le Conseil de sécurité à ce moment critique. Lors de toutes les réunions auxquelles j'ai assisté dans le cadre du Sommet de l'Elysée, le lien entre la paix, le développement et les droits de l'Homme a été omniprésent. A cet égard nous nous sommes également concentrés sur le changement climatique. Comme le Président HOLLANDE vient de l'expliquer, j'ai invité les dirigeants africains au Sommet sur le changement climatique que j'organiserai, le 23 septembre de l'année prochaine, à New York. Parvenir à un nouvel accord sur le climat en 2015, à Paris ici même, suppose que l'essentiel du travail soit fait en 2014.

Permettez-moi, encore une fois, de vous faire part de ma gratitude envers le Président HOLLANDE, de ma reconnaissance envers le Président et la France, pour leur contribution aux efforts de paix en Afrique. Je remercie tous les dirigeants africains, tous les ministres, qui ont participé à ce Sommet, et les assure du soutien entier et continu des Nations Unies. Merci.

M. François HOLLANDE

Merci Monsieur le secrétaire général. Je donne la parole au président de la Tanzanie.

M. Jakaya Mrisho KIKWETE, Président de la République unie de Tanzanie

Je vous remercie.

Monsieur le Président François HOLLANDE, Président de la République française. Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Président du Sénégal, Monsieur le Président du Conseil Européen,

Je voudrais une fois de plus, au nom de mes collègues africains, vous remercier, Monsieur le Président de la République française. Merci d'avoir pris la décision d'accueillir ce Sommet, et de l'avoir si bien organisé. Et ce qui est encore plus important pour nous, bien sûr, c'est d'avoir inscrit à l'ordre du jour le changement climatique pour ce sommet.

Cette décision était opportune à deux points de vue. Tout d'abord, parce qu'en 2015 Paris accueillera la 21ème Conférence des Etats parties à la Convention sur le changement climatique. A cette Conférence, du point de vue africain, ce que nous espérons tous, c'est obtenir un accord qui soit contraignant sur le plan juridique à propos du changement climatique.

Comme vous le savez, en 1997, le protocole de Kyoto a été adopté. La première période d'application de ce protocole se terminait en 2012. Et on s'attendait, en 2012, à signer un accord. C'était ce qu'on attendait de faire à Copenhague, et on n'y est pas parvenu. A Cancun en 2010, il y a eu un accord pour créer le Fonds vert sur le climat. Mais trois ans plus tard, ce Fonds n'a toujours pas été créé. Il y avait des promesses de contributions, de 100 millions de dollars chaque année, et cette promesse n'a pas été tenue. Et puis en 2011, au Cap, on n'est pas parvenu à se mettre d'accord.

Néanmoins, à l'époque, nous sommes tombés d'accord pour dire que nous devons travailler à obtenir un accord, en 2015, à Paris. Les réunions qui ont donc suivi celle du Cap, à Doha en 2012, et cette année en Pologne, et l'année prochaine au Pérou, sont des réunions qui auront pour objectif de réunir le plus large soutien possible pour obtenir un succès au Sommet de Paris.

pour objectif de réunir le plus large soutien possible pour obtenir un succès au Sommet de Paris. Que la France organise ce sommet, tout de suite après la réunion de Varsovie, et que la question du changement climatique soit inscrite, c'est donc pour nous un gage de succès pour 2015. Mais pour cela, il faudra que tout le monde comprenne bien que l'Afrique doit travailler, main dans la main, avec l'Europe. Si nous trouvons des synergies, si nous trouvons des domaines de compréhension mutuelle, si nous mettons sur pied des positions communes, alors nous serons capables de faire venir d'autres groupements, d'autres Etats, qui pourront se réunir avec nous ce qui nous permettra, effectivement, de réussir la réunion de 2015, ici à Paris.

Il est important de comprendre que le changement climatique est une véritable menace qui peut mettre un terme à tous les progrès que l'Humanité a réussi à faire au long des siècles. Par conséquent, il nous revient d'empêcher cette augmentation de la température de la planète. Or, si la température de la planète augmente, c'est du fait des émissions de gaz à effet de serre et de dioxyde de carbone en particulier. Nous l'avons vu, ce sont ceux qui contribuent le plus aux émissions de gaz à effet de serre, qui devraient agir de façon ferme pour réduire ces émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Si nous réussissons à obtenir cela, nous pourrions lutter contre le changement climatique. Sinon, les conséquences sont extrêmement graves.

En Afrique, par exemple, la pluviométrie est extrêmement variable aujourd'hui. Alors qu'on est en saison sèche, il pleut. Lorsqu'on est en saison humide, on a des périodes de sécheresse. Les sécheresses sont de plus en plus longues et de plus en plus intenses & elles ont des effets de plus en plus graves. Du fait de ce changement climatique, de nombreuses maladies sont apparues. Car en Afrique, les moustiques ne survivaient pas sur les plateaux, dans les hauteurs, mais du fait du changement climatique, les moustiques vivent maintenant en altitude et le paludisme s'étend. Il faut donc comprendre que le changement climatique a des effets réels et qu'il faut y mettre un terme.

Ce qu'il y a à faire est bien connu. Nous, en Afrique, nous avons un certain nombre de contraintes & nous n'avons pas les ressources financières, nous n'avons pas les technologies. Pour répondre de façon efficace à ce problème, nous devons prendre des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Or nous n'avons pas les ressources pour le faire. Or, malheureusement, l'Afrique est un petit contributeur aux émissions de gaz à effet de serre : à peine 3 %. Et par ailleurs, cela est dû essentiellement au déboisement qui est utilisé pour produire essentiellement du bois de chauffe.

Nous, en Afrique, nous sommes donc très reconnaissants vis-à-vis du président HOLLANDE, qui a bien voulu que l'on discute du changement climatique pour voir quelles sont les solutions à adopter.

M. François HOLLANDE

Macky SALL va évoquer les aspects économiques de notre Sommet.

M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal

Je vous remercie, Monsieur le président François HOLLANDE. Je voudrais dire à votre suite que notre Sommet a été marqué par la disparition du président MANDELA, que tout au long de ce Sommet, nous n'avons pu nous empêcher de magnifier les hautes qualités humaines qui ont marqué l'homme et peut-être nous consoler par ce qu'un de mes compatriotes, Birago DIOP, disait, je le cite, « les morts ne sont pas morts / sont dans l'eau qui dort / sont dans le vent qui souffle ». Puissent ces paroles nous rappeler pour l'éternité l'esprit de MANDELA car il s'agit d'un esprit qu'il faut préserver pour qu'il continue à inspirer les dirigeants du monde mais aussi l'humanité tout entière.

Mais permettez-moi de venir ici pour féliciter très chaleureusement le président HOLLANDE pour la tenue de ce Sommet, un Sommet qui par son contenu, paix et sécurité, développement et partenariat, changement climatique, aura fait le tour des questions d'actualité à la fois sur le continent et sur le monde entier.

Le Sommet de l'Élysée a abordé dans le contexte africain et international actuel et futur des questions de fond, il l'a dit, je ne reviendrai pas sur la question fondamentale du climat le président KIKWETE de Tanzanie vient de le développer qui est une question majeure et je pense que lors du Sommet de Paris 2015, des questions majeures et des avancées seront trouvées

puisque l'Afrique paradoxalement bien que n'étant pas un pollueur en tout cas en matière d'émission de gaz à effet de serre n'en demeure pas moins l'une des victimes principales. Il y a une semaine encore, j'ai été sur la petite côte sénégalaise pour lancer la campagne touristique mais nos plages sont en train de disparaître sous l'effet de l'érosion côtière et les réponses que nous tentons d'apporter, évidemment, sont très faibles par rapport au fléau. C'est dire que les conséquences de ces changements climatiques se vivent de façon très dramatique dans tous les pays africains et pour l'Humanité.

Alors sur la question de la paix et de la sécurité, on ne peut pas ne pas s'arrêter pour magnifier le rôle de la France, je le dis sous le contrôle du secrétaire général des Nations unies, car ce qui s'est passé l'année dernière au Mali et ce qui se passe présentement malheureusement en Centrafrique avec l'intervention prompte et souhaitée de la France avant que les forces onusiennes, avant que les forces africaines ne se mettent en place permet chaque fois de sauver des vies humaines.

Ce rôle doit être salué puisque nous l'avons dit, l'Afrique doit assurer sa défense mais l'Afrique n'était pas dans les conditions et ne l'est pas encore d'assurer toute la sécurité face à ce qui se passe aujourd'hui dans le continent mais nous avons pris l'engagement de travailler avec nos partenaires, avec la France, l'Union européenne pour que des moyens conséquents soient débloqués et que des efforts internes par nos Etats soient aussi mis en œuvre pour nous permettre dans un avenir très proche d'avoir la réactivité nécessaire et de pouvoir défendre le continent convenablement.

Maintenant sur le troisième aspect sur lequel je voudrais insister, c'est l'aspect partenariat, partenariat économique entre l'Afrique et la France, entre l'Afrique et l'Europe. Nous avons dans le cadre de ces partenariats salué les grandes initiatives qui ont été prises par le président HOLLANDE notamment ce fonds de 20 MDS d'euros qu'il veut mettre en place d'ici cinq ans, destiné à l'investissement en Afrique.

Je crois qu'avec un esprit de partenariat gagnant / gagnant, avec les principes de transparence et de confiance réciproque dans le cadre aussi du développement du partenariat public / privé, nous pourrons arriver à apporter des réponses durables sur le financement des infrastructures du continent et j'ai en charge en ma qualité de coordinateur, président du comité d'orientation du NEPAD, de faire la promotion justement du programme africain de développement des infrastructures et dans ce cadre, il est important de souligner le rôle moteur des infrastructures dans le développement du continent.

Les infrastructures constituent un facteur d'intégration parce que, paradoxalement, entre le Mali et le Sénégal, c'est 1 200 kilomètres, des pays voisins mais vous ne pouvez pas vous lever comme ça, en véhicule vous rendre au Mali c'est encore des routes extrêmement cahoteuses. Le chemin de fer qui date de l'ère coloniale n'est plus capable d'assurer le transport de marchandises pour assurer une intégration africaine, voilà. Donc il faut que le commerce intra-africain se développe à travers les infrastructures mais il faut aussi que le commerce interafricain et autre puisse se développer au travers le développement de ses infrastructures.

L'Afrique, on le sait, est le continent le moins éclairé mais pourtant, elle a beaucoup de ressources énergétiques (pétrole, gaz, hydroélectricité) mais ce qui nous manque, c'est l'investissement, ce sont les ressources financières et les partenariats qui doivent permettre de valoriser ce formidable potentiel économique qu'il y a encore dans le sous-sol mais qui peine à être valorisé puisqu'il n'y a pas les chemins de fer, il n'y a pas les ponts, il n'y a pas les infrastructures de base je crois que le sens du partenariat que nous voulons aujourd'hui avec la France, avec l'Europe, c'est de nous mettre ensemble, non pas de tendre la main dans le cadre de l'aide publique mais dans un esprit de partenariat gagnant / gagnant en montant des joint-venture, en développant, n'est-ce pas, un partenariat gagnant que nous puissions mobiliser toutes ces ressources.

L'état des lieux en Afrique en matière d'infrastructures montre une densité routière extrêmement faible, densité ferroviaire obsolète, un réseau ferroviaire obsolète et un très faible niveau de services notamment sur l'électricité et autres. Je pense que nous avons quand même fait un consensus avec l'Union africaine. L'Afrique a parlé d'une seule voix et nous avons convenu de

mettre en avant des projets régionaux. Et nous avons dans ce cadre défini ce qu'on appelait le PIDAI, Programme de Développement des Infrastructures de l'Afrique, 51 projets du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest pour disons un montant de l'ordre 368 milliards de dollars sur la période 2012/2040.

Il ne s'agit pas que de financements publics mais aussi de financements publics / privés et dans cette enveloppe, nous avons extirpé une dizaine de projets ultra prioritaires pour un montant de 68 milliards de dollars que nous essayons de valoriser, les études ayant été faites, j'avais programmé un financement, une conférence sur le financement au mois de décembre qui a été renvoyée probablement en janvier à Addis-Abeba et nous verrons nos partenaires pour accompagner l'Afrique.

En tout cas, je voudrais m'arrêter là en saluant les résultats extrêmement importants obtenus par ce Sommet de l'Elysée. Merci encore !

M. Herman Van ROMPUY, Président du Conseil européen

Je tiens tout d'abord à féliciter le Président Hollande pour ce Sommet France-Afrique très réussi. Non seulement l'organisation a été impeccable, mais les échanges ont aussi reflété une grande convergence d'opinions sur les principales questions auxquelles nous Européens et Africains devons répondre ensemble.

Avant de continuer, je tiens aussi à souligner combien ce sommet a été marqué et inspiré par ce grand personnage qu'est Nelson Mandela. Il y aura une Afrique avant et après le Président Mandela. Il nous a quittés pour toujours. Il est rentré pour toujours dans l'histoire de l'humanité.

Je salue les percées démocratiques et économiques remarquables que nous avons vues en Afrique ces dernières décennies. Une Afrique nouvelle est née. La détermination qui a permis d'avancer dans ces domaines est aussi présente quand il s'agit d'aborder d'autres défis.

Ces défis concernent tout d'abord la paix et la sécurité. C'est la condition essentielle pour garantir la protection des populations, pour leur permettre de travailler, de se former, de se développer socio-économiquement.

Cela a été dit maintes fois: sans paix, le développement n'est pas possible. Malheureusement, et la réunion de ces deux derniers jours nous a permis d'en parler utilement, il y a encore des défis sécuritaires importants en Afrique, que ce soit au Mali et au Sahel, en République centrafricaine, au Soudan, dans la Corne de l'Afrique ou les Grands Lacs pour n'en citer que quelques-uns - situations souvent aggravées par la montée de groupes extrémistes.

Je tire toutefois une conclusion très positive de cette rencontre. Jamais auparavant, parmi nos partenaires africains, n'y a-t-il eu une telle conscience et une telle volonté de s'attaquer aux problèmes auxquels ils font face, et de s'unir pour y répondre avec efficacité. Et à cet égard, je salue particulièrement le rôle remarquable joué par l'Union africaine. Cet engagement déterminé, nous l'avons vu par le passé au Darfour et surtout en Somalie.

Nous le constatons aujourd'hui au Mali et en République Centrafricaine. Et cette volonté africaine est appuyée par la communauté internationale. Je tiens à cet égard à rendre hommage au Président Hollande. L'intervention française en soutien aux forces africaines au Mali a sauvé le pays des dangers de la désintégration et de la guerre civile. Cela a aussi permis d'éviter la déstabilisation de toute la région. Et aujourd'hui, l'intervention française en République centrafricaine est clé. Nous ne pouvons pas laisser des pays, et surtout des hommes, femmes et enfants, tomber victimes de la non gouvernance, des groupes terroristes ou criminels qui profitent de la faiblesse des structures étatiques. La France démontre ainsi ses relations fortes avec les Etats d'Afrique.

Elle est aussi, souvent, précurseur ou leader des actions européennes.

L'Union européenne poursuivra son soutien déterminé à la stabilisation de la situation en République centrafricaine dans le cadre d'une approche globale, y compris par un apport financier à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique à hauteur de 50 M. Au total l'Union européenne a mobilisé des ressources financières considérables (800 M) pour soutenir les opérations africaines de maintien de la paix.

En réponse à cette crise, l'Union européenne, avec ses Etats Membres, a aussi augmenté son aide humanitaire pour la République centrafricaine afin de renforcer l'accès aux soins de santé

aide humanitaire pour la République centrafricaine, afin de renforcer l'accès aux soins de santé, l'aide alimentaire, les interventions de secours, les distributions d'eau potable, les services sanitaires, etc. Et l'Union européenne reste résolue à appuyer les efforts des autorités de transition pour rétablir l'administration et en assurer le fonctionnement régulier et impartial. L'Union européenne est fortement engagée dans les efforts africains de stabilisation sur le continent, en particulier avec nos missions civiles et militaires. Nous soutenons les Etats africains dans le développement de leurs forces armées et de police, et contribuons à leur formation pour leur permettre d'assurer leur propre sécurité à long terme.

Nous avons déployé à plusieurs reprises des opérations militaires à la demande des Etats africains concernés, par exemple en République Démocratique du Congo, ou bien à la demande des Nations Unies, comme cela a été le cas au Tchad en appui des efforts menés au Darfour et en République centrafricaine même. Il s'agit tout d'abord de la sécurité des pays de la région, sans aucun doute. Mais il s'agit aussi de notre sécurité en Europe.

Hier, devant le Président de la République, devant les Chefs d'Etat Africains, devant le Secrétaire Général des Nations Unies, devant la Présidente de la Commission de l'Union africaine, j'ai eu l'occasion de rappeler et reconfirmer cet engagement européen. Et je tiens ici à souligner le rôle irremplaçable de l'organisation mondiale, sous la direction éclairée de M. BAN Ki-moon, et notre partenariat étroit. Je transmettrai les messages reçus aux Chefs d'Etat et Gouvernement des 28 Etats Membres.

Dans deux semaines, nous aurons au Conseil européen une discussion sur la défense et la sécurité. Cette discussion abordera également la question de comment renforcer la coopération avec nos partenaires internationaux, y compris bien sûr l'Union africaine.

Mais, et on ne le sait que trop bien, la réponse aux crises sécuritaires ne peut être uniquement sécuritaire. Il faut une approche globale, ce que les Anglo-Saxons appellent « a comprehensive approach », qui traite les racines des problèmes. Il faut renforcer nos efforts pour soutenir le développement des pays les moins favorisés et pour lutter contre la pauvreté. Il faut combattre l'extrémisme, le fanatisme et la polarisation violente.

Comme vous le savez l'Union européenne est depuis plusieurs années à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique et nous nous sommes donné des objectifs ambitieux.

Mais, soyons réalistes pour que les choses bougent réellement, nos seuls efforts au niveau européen l'Union ne représentant que 11% des émissions globales n'auront de sens que si nous parvenons à avoir la masse critique et la cohérence indispensable pour convaincre les Etats-Unis et les grandes économies asiatiques de nous suivre sur cette voie.

A partir des résultats de la conférence sur le climat de novembre à Varsovie, nous devons maintenant intensifier notre coopération Afrique-UE afin d'obtenir un nouvel accord contraignant sur le climat lors de la conférence de Paris fin 2015. L'Union Européenne et ses Etats Membres sont le plus grand bailleur de fonds en matière de changement climatique. L'Union Européenne a rempli et même dépassé les promesses de financements qui avaient été faites lors du Sommet de Copenhague en 2009.

C'est ce partenariat entre égaux qui a occupé nos discussions ces deux derniers jours. Les échanges ont été riches et je remercie vivement le Président Hollande d'y avoir associé l'Union européenne. Nous avons fait des pas importants, reflétés dans le communiqué final.

Ceci contribuera de façon significative à la préparation du sommet entre l'Union Européenne et l'Afrique qui se tiendra à Bruxelles en avril prochain.

LE PRESIDENT : Merci monsieur le président VAN ROMPUY. Je vais laisser maintenant les journalistes poser leurs questions. Alors, il y a un ordre qui a dû être choisi.

QUESTION : Monsieur le président, Hervé ASQUIN, AFP, une question à vous-même.

L'intervention française en Centrafrique, avez-vous dit, sera rapide, elle n'a pas vocation à durer. Votre ministre de la Défense parle de 6 mois, certains en doutent déjà, est-ce que vous-même 6 mois, 1 an cela vous semble un délai raisonnable, plus, est-ce que c'est plus possible, y a-t-il une limite ? Second point sur cette affaire, les forces françaises ont-elles vocation à se déployer sur l'ensemble du territoire centrafricain ? Et dans ces conditions et c'est mon troisième point 1.200 hommes est-ce que ce sera suffisant, la France devra-t-elle en déployer davantage, est-ce

possible ? Les exactions se poursuivent en ce moment même.

LE PRESIDENT : La seule question qu'il convient de poser, la seule que je me suis posé, c'est intervenir ou ne pas intervenir, laisser les massacres se perpétrer ou les arrêter, regarder des femmes et des enfants être violentés ou faire impérativement cesser ce carnage ? Dès lors que le Conseil de Sécurité et j'en remercie le secrétaire général a pu dans un délai court et après le cri que j'avais lancé lors de l'Assemblée générale des Nations Unies au mois de septembre, faire voter une résolution, la 21.27, donnant mandat à une force africaine pour arrêter ceux qui se livraient à ce type d'exaction, remettre de la sécurité, protéger la population, alors oui, jeudi soir j'ai décidé que la France appuierait la force africaine.

Jeudi soir, il y avait 600 militaires français, hier soir il y en avait 1.000, ce soir il y en aura 1.600 et ce sera l'effectif qui demeurera autant que nécessaire pour cette mission. Vous m'avez demandé combien de temps, cette force sera déployée le plus rapidement possible et partout où il y a des risques pour la population, avec les forces africaines qui sont présentes, elles sont au nombre de 2.500 soldats. Dans un délai je crois court, nous pourrons faire cesser toutes les exactions et les massacres. Selon mes informations, il y en a peu aujourd'hui, alors que sur la seule journée de jeudi les chiffres étaient effrayants puisqu'il y aurait eu 300 morts.

Deuxième temps de la mission, ce sera de désarmer toutes les milices, tous les groupes qui terrorisent la population. Et troisième temps de la mission, permettre aux autorités centrafricaines, je salue ici le Premier ministre, de pouvoir reprendre le contrôle du territoire et d'assurer la défense de la population. Et nous ne nous arrêterons pas là même s'il n'y aura pas besoin d'avoir autant de forces déployées, il s'agira là encore comme au Mali de conclure l'opération par la tenue d'élections.

Si je fais une comparaison et elle mérite d'être prise avec beaucoup de prudence, au Mali il s'agissait de lutter contre une offensive terroriste, avec des groupes particulièrement armés et entraînés qui occupaient déjà un territoire. En quelques mois, je dis bien en quelques mois, nous avons repoussé cette offensive, nous l'avons défaite et nous avons permis au Mali de retrouver l'intégrité de son territoire, de faire voter la population pour l'élection présidentielle, c'était au mois de juillet, et second tour du scrutin pour les élections législatives aura lieu le 15 décembre. Et les effectifs de l'armée française, comme les effectifs d'ailleurs des forces africaines, devront s'adapter à cette nouvelle situation, et j'ai dit qu'il y aura une diminution tout au long des prochains mois. Eh bien ! En Centrafrique, autant il faut frapper fort tout de suite, c'est pourquoi il y a eu en 2 jours et je veux saluer les soldats et l'organisation sous la houlette du ministre de la Défense et du chef d'état-major des armées je veux saluer effectivement cette opération puisque nous aurons 1.600 hommes et qu'il y a déjà une respiration pour les Centrafricains.

J'apprenais que nos troupes avaient pu être accueillies dans des villages ou des villes avec une fois encore la liesse des Centrafricains, comme hier des Maliens, parce que nous sommes regardés comme ceux qui pouvons apporter la paix et la sécurité. Donc une opération qui sera rapide, une opération qui sera efficace mais qui devra franchir toutes les étapes avec les Africains, mettre hors d'état d'utiliser des armes les groupes qui les détiennent, retrouver la stabilité et permettre le moment venu des élections libres et pluralistes dans ce pays.

QUESTION : Monsieur le président. Bonjour monsieur le président, je suis monsieur TOKURA, je suis rédacteur en chef de la télévision africaine EVENTNEWS. L'ensemble des journalistes du continent africain ici présents regrette qu'on n'ait réservé seulement que 3 places pour poser des questions, c'est ce que vous constatez, c'est pour ça qu'il y a eu cette dichotomie, voilà. Alors on pourra rire, on se dit « on aurait pu nous donner 5 places », le mondial s'ouvre.

QUESTION : Merci monsieur le président. Cela dit monsieur le président, la préoccupation consensuelle est la suivante : étant entendu que sécurité et paix qui doivent aller de pair avec démocratie, droit de l'homme, alternance politique, respect des lois fondamentales, respect du pouvoir de la société civile et religieuse doivent être respectés. Est-ce que ces questions ont été inscrites au menu de vos discussions, étant entendu aussi que l'Afrique accuse un déficit en la matière ? Merci monsieur le président.

LE PRESIDENT : Oui, il n'y a pas de sécurité s'il n'y a pas de démocratie et de pluralisme. Parce

que toute entorse, toute violation conduit des groupes, à ce moment-là, à utiliser d'autres moyens que le bulletin de vote pour parvenir à leurs fins. Et le président de l'Union Européenne a rappelé, comme je l'ai fait, qu'il y a des conditions pour que l'aide publique au développement soit distribuée, et que parmi ces conditions et c'est les seules qui peuvent être comprises, d'ailleurs il y a la tenue d'élections, la bonne gouvernance, la transparence. Ces questions ont été clairement posées.

D'ailleurs, dès que je suis intervenu pour l'ouverture de ce sommet, j'ai bien indiqué que pour nous il y avait un certain nombre de principes, parce qu'il ne peut pas y avoir d'engagement s'il n'y a pas de réciprocité, ou en tout cas, d'efforts qui aillent dans le sens de ce que nous partageons ensemble, Africains et Européens : la démocratie et la liberté. Ce n'est pas l'Europe qui porte ces valeurs, seulement, c'est le monde entier qui y aspire.

On a évoqué la figure de MANDELA, ce n'était pas pour simplement parler de l'émancipation d'un peuple, c'était aussi d'aller jusqu'au bout de ce qu'est une transition démocratique. Et vous avez relevé que, chaque fois que les Nations Unies donnent un mandat à des forces africaines, que la France peut les accompagner, c'est toujours pour que ça se termine par des élections.

QUESTION : Monsieur le président, Gideon KOUTS, Radio Télévision Israélienne. L'intervention française en Centrafrique va dans le sens de la guerre livrée au terrorisme international, et aussi la défense des populations. Mais est-il envisageable aujourd'hui encore qu'une telle intervention ait lieu dans d'autres lieux ? Je pense bien sûr à la Syrie, où malgré l'accord sur l'interdiction des armes chimiques, leur destruction, la situation ne cesse d'empirer. Et bien sûr, compte tenu de la prochaine conférence de Genève, question à vous et aussi à Monsieur le secrétaire général de l'ONU : est-ce que le rythme de ces destruction vous convient, à ce jour ?

LE PRESIDENT : Je veux d'abord être clair et précis. En Centrafrique il ne s'agit pas de lutter contre le terrorisme : il n'y a pas de terrorisme en tant que tel. Il y a le chaos, le désordre, il y a des violences interreligieuses qui peuvent, à un moment, devenir explosives, pas simplement pour la Centrafrique, mais aussi pour les pays voisins. Donc nous n'intervenons pas là je parle des Africains comme des Français qui les soutiennent pour lutter simplement contre le terrorisme, nous intervenons pour des causes humanitaires. Là, en l'occurrence, c'est une cause humanitaire. Pour la Syrie, vous connaissez la position de la France : il faut aller jusqu'au bout de la destruction des armes chimiques, et avoir une conférence de Genève qui permette là encore une transition. Et je vais laisser la parole au secrétaire général des Nations Unies.

BAN Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies

Le processus de destruction des armes chimiques a évolué de la bonne façon. Conformément à ce qui avait été prévu, nous avons rendu compte de trois phases. La première et la deuxième ont été exécutées de façon satisfaisante, avant le 30 novembre. A compter du 1er décembre nous sommes entrés dans la troisième phase, qui consiste à détruire les armes chimiques proprement dites, les armes qui ont été identifiées par notre mission conjointe, notre équipe. Et le gouvernement syrien a été relativement coopératif, dans le cadre de ce processus. Maintenant il nous faut conclure cette troisième phase, d'ici à juin

Nous ne disposons pas de la suite de la traduction en français de l'intervention de BAN Ki-moon.

QUESTION : Vous avez évoqué l'idée de mettre en place avec l'Union africaine une force d'intervention rapide. Ça fait des années que la France participe à la formation de militaires sur le sol africain avec des résultats que l'on connaît puisque l'on a dû quand même aller au Mali, qu'on doit aller quand même aujourd'hui en RCA. Qu'est-ce qui change finalement ? Qu'est-ce qui fait que cette fois-ci ça peut marcher ?

LE PRESIDENT : Je conçois que ça n'a pas marché dans le passé. Pourquoi ? Non pas qu'il y avait de mauvaises intentions mais il y avait des accords de défense et des formations pays par pays qui faisaient que les armées étaient préparées à des actions qui pouvaient être celles par rapport à d'autres Etats ou par rapport à un maintien de l'ordre mais qui n'étaient pas du tout conformes à ce qu'on attendait d'une force face à une menace terroriste. Donc qu'est-ce qui change ? C'est que la France, elle n'a pas à donner des moyens supplémentaires à telle ou telle armée. Ce qui change, c'est que la France vient en appui d'une force qui est créée au plan régional avec des unités qui viennent des différents Etats mais qui sont versées dans cette

panaméricain avec des unités qui viennent des différents États mais qui sont versées dans cette force et qui sont en tant que telles accompagnées, équipées, formées, encadrées. La France d'ailleurs ne veut pas être la seule en soutien. Le président VAN ROMPUY a dit comment l'Europe pouvait également prendre sa part, ce qu'elle fait déjà d'ailleurs au Mali pour la mission qui a été décidée dans le cadre des Nations unies. Donc qu'est-ce qui change ? C'est qu'on a une force africaine composée d'unités spécialement dédiées à une intervention dans un contexte de crise. Si cette force avait existé, elle aurait pu être immédiatement projetée au Mali dès lors que le Conseil de sécurité et les Africains en auraient décidé avec ou non appui de la France, sans doute sans avoir à venir en soutien pour la France mais pour que cette force puisse être capable de se projeter, faut-il encore qu'elle soit et constituée et formée. Alors, il y a déjà, j'allais dire, un embryon avec ce qu'on appelle la CARIC

Macky SALL pourra décrire mais qui doit maintenant être confortée, amplifiée pour que nous puissions lui donner ce caractère de force d'action rapide, donc de projection. Là encore, si cette force avait existé en Centrafrique, elle aurait pu intervenir beaucoup plus promptement parce que ce qui compte, c'est aussi les transports, la logistique et l'équipement de ceux qui auront à mener parfois un combat. Donc j'espère que lorsqu'un prochain Sommet se tiendra, le prochain est normalement prévu fin 2016, début 2017, ça sera au Mali, vous n'aurez plus à me poser cette question mais à me dire « qu'est-ce que cette force a pu faire ? »

M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal

« Monsieur le président, je voudrais juste rajouter un mot pour dire que ce qui a changé et ce qui va certainement apporter des améliorations, c'est la perception, la perception nouvelle que nous avons de la sécurité du continent. Il y a quelques années, le débat même était prohibé. Le fait de parler de défense et d'action militaire, aujourd'hui, il est établi qu'on ne peut pas parler de développement sans sécurité, sans paix et sans stabilité. Alors, cette perception nouvelle qui fait que la défense est devenue un impératif pour le développement qui a fait prendre conscience aux Africains qu'ils doivent avec les partenaires internationaux s'occuper aussi de la défense du territoire comme ils doivent s'occuper du développement économique. Alors, nous avons conscience que la France ne peut pas toujours prospérer. Parce que d'abord cela coûte aussi très cher.

Il nous faut donc la force africaine de réaction rapide, mais qui sera décloisonnée dans les communautés économiques régionales, puisque l'Afrique est constituée en communautés régionales : l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, la zone Sahel au sud, l'Afrique de l'Est, et le Maghreb. Dans chacune de nos communautés économiques, nous avons déjà des embryons de forces spéciales. Mais il s'agit de les entraîner, de les équiper et de leur permettre d'agir en urgence avant que la force internationale puisse intervenir.

La France, de par son histoire, a été présente sur le continent africain. Elle continue à apporter un soutien extrêmement important pour la stabilité du continent. Je crois que cela devrait accélérer, avec le soutien européen, le soutien de toute la communauté internationale, à mettre en place cette capacité de réaction rapide. Nous avons certes des soldats. Mais il s'agit, même en dehors des unités spéciales, de se projeter dans la journée. S'il y a des groupes terroristes qui agissent dans un pays, dans les heures qui suivent, il faut qu'au moins 1 000 soldats entraînés et aptes à régler le problème puissent être sur place.

Tant que nous n'aurons pas réglé cet impératif, nous continuerons à demander, malheureusement, à la France de devoir réagir. Merci ».

QUESTION : « Ma question s'adresse à Monsieur BAN Ki-moon. Comptez-vous d'ici la fin de votre mandat définir un calendrier précis définitif pour permettre l'adhésion permanente d'un État africain au sein du Conseil de sécurité onusien ? Si oui, quels sont les meilleurs candidats selon vous ? »

BAN Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies :

«réponse non traduite »

QUESTION : « Monsieur le Président, en prélude de ce Sommet, il s'est tenu le 4 décembre dernier à Bercy un forum économique. Lors de ce forum, un cadre de Bercy nous disait, je cite : «en Afrique, économiquement parlant, la France a perdu face à la Chine, une bataille mais pas la

guerre. ». Monsieur, le Président, au terme de ce Sommet, pouvez-vous nous dire concrètement quel est le nouveau modèle économique que la France et l'Europe proposent à l'Afrique ? Egalement, Monsieur le Président, ma question est pour Monsieur Macky SALL : selon vous, quelle est la formule qui permet d'associer la paix et la sécurité comme facteurs de développement en Afrique ? Pour finir, Monsieur BAN Ki-moon, vous avez autorisé la France à intervenir en Centrafrique. Nous nous souvenons que le gouvernement précédent centrafricain, avec à sa tête le Président BOZIZE, aujourd'hui destitué, appelait la France et les Nations Unies à intervenir. Les Nations Unies sont restées, jusqu'à présent, muettes. Il a fallu attendre que la situation soit chaotique pour intervenir. Est-ce qu'il n'est pas tard ? Merci »

QUESTION : « J'aimerais savoir, c'est une question surtout pour les chefs d'Etat africains, -Macky SALL est tout seul, vous allez vous débrouiller avec cela Monsieur le Président J'aimerais savoir comment vous allez arriver à faire la paix sans la culture. Les armes pour faire une paix en profondeur après-tout vous vous référez tous à Nelson MANDELA, Nelson MANDELA à changer le monde et l'Afrique du Sud par une pensée et par une culture forte, ancestrale ! Nos cultures sont en train de mourir, nos langues avec. A ce Sommet-là, il y a eu un forum avec les économistes et les politiques, mais il n'y a pas d'économistes en pensée. J'aimerais savoir, à part repousser la guerre ce qui est inévitable comment est-ce que, durablement, à travers la culture, vous allez faire la paix et aussi appeler de ces vœux la renaissance africaine si chère au Président Thabo MBEKI ? Merci. »

QUESTION : « Ma question s'adresse au Président HOLLANDE et au Président Macky SALL. Il y a quelques jours, à Bercy, le rapport de la Commission VEDRINE/ZINSOU a été présenté. Il contient quinze projets parmi lesquels, une porte sur un éventuel élargissement de la zone Franc à certains pays limitrophes, comme le Ghana, le Liberia et la Sierra Leone. La zone Franc est d'abord un accord politique avant d'être un accord monétaire. Ma question est la suivante : quelle est votre position sur un éventuel élargissement de la zone Franc à certains pays limitrophes ? Je vous remercie. »

QUESTION : « Cette question s'adresse principalement au Président Macky SALL. Par rapport aux infrastructures, vous avez parlé d'une enveloppe de 380 milliards de dollars qui vont être mobilisés pour mener, à bon port, les grands chantiers, les travaux d'Hercule du Plan Marshall économique. Alors, comment cela va-t-il se passer ? Quel sera le casting ? La formule ? Je veux connaître la clé de répartition des financements : est-ce que chaque pays aura sa quote-part de financement ou vous allez lever les fonds au niveau du marché international ? Merci »

QUESTION : « Monsieur le Président, je suis très honoré d'être devant les décideurs du monde. Ma question concerne la République démocratique du Congo. Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies, la République démocratique du Congo a aujourd'hui, à Kinshasa ou en République démocratique du Congo, un plus grand contingent qui puisse exister depuis la fondation des Nations-Unies. Pourtant, nous voyons qu'il y a toujours des troubles du côté de l'est de la République démocratique du Congo. Il y a plus de 8 millions de morts déclarés en République démocratique du Congo que l'on n'a jamais reconnus. Que prévoient les Nations-Unies pour mettre fin à ces tueries qui se trouvent à l'est de la République démocratique du Congo ?

A Monsieur le Président de la République française, l'Afrique est multiple et diverse. Chaque pays a des situations spécifiques que connaît son peuple par rapport à sa politique. En Afrique il y a des situations troubles. En République démocratique du Congo, par exemple, on a vu qu'il y avait des élections qui s'étaient passées dans la fraude. Vous avez été vous-même en Afrique. Au Sommet de la Francophonie, nous avons vu comment vous vous êtes comporté en Afrique, au Congo. Vous avez reçu, aujourd'hui, au Palais de l'Elysée, Monsieur KABILA. Pendant ce temps vous avez promis que vous, Président de la République, vous ne recevriez pas les Présidents dictateurs. Que prévoyez-vous, en tant que Président de la République française, pour tous ceux qui ne respectent pas la démocratie dans leur pays en Afrique ? Merci. »

QUESTION : « Monsieur le Président, c'est une joie pour moi de vous parler en face. Nous avons bien remarqué tout le travail que la Première dame de la France fait pour les femmes violentées à l'est de la RDC. Vous, en tant que Président de la République, on ne voit pas les actions

concrètes sur le terrain, parce que la guerre est en train de finir. Le Président KABILA le fait tout seul. Je me rappelle, le 14 octobre, lors de la fermeture des travaux sur la Francophonie, vous avez promis à la RDC d'être derrière elle dans le processus et sur le terrain on ne vous voit pas. La question est pour moi multiple : c'est à vous et aussi à Monsieur BAN Ki-moon, parce que la résolution 2098 a été votée et jusqu'à présent on ne voit pas l'intervention des Nations Unies. La dernière question est pour le Président Macky SALL, un Président que j'aime beaucoup ! Le 15ème Sommet de la Francophonie se tiendra chez vous. Nous, Congolais, nous avons placé la barre haute lors du 14ème sommet de la Francophonie. Qu'est-ce que vous faites en coulisses ? Merci. »

LE PRESIDENT : « Qu'est-ce que le Président Macky SALL fait en coulisses et nous, ce que nous faisons sur le terrain ! »

QUESTION : « La question s'adresse au Président sénégalais Macky SALL. Monsieur le Président, William RUTO, le Vice-président kenyan et Uhuru KENYATTA, le Président kenyan, sont accusés par la CPI de crimes contre l'Humanité. Une justice de la Cour pénale internationale qualifiée « à deux vitesses »... Vous, Monsieur le Président, qu'attendez-vous de la CPI sur ce dossier kenyan et de la CPI de manière générale à l'avenir ? »

LE PRESIDENT : « Il y a eu autant de questions qu'il était possible de poser ? Je vais demander à Macky SALL de répondre, ensuite à BAN Ki-moon et après Herman, s'il veut dire quelque chose. Et je concluais. »

Macky SALL, Président de la République du Sénégal

« Je crois que j'ai droit aux quatre questions que je vais essayer de résumer.

La première qui voudrait savoir quelle est la formule qui associerait la paix et le développement.

Je pense qu'un de nos penseurs Cheikh Anta DIOP disait que la sécurité précède le développement. L'Afrique a quelque peu négligé sa sécurité devant l'ampleur des urgences : urgences humanitaires, lutte contre la faim, les problématiques de développement

Pendant ce temps, l'Afrique était devenue le ventre mou, par rapport à tous ces groupes terroristes, tous ces trafiquants en tout genre, trafiquants de drogue, d'êtres humains. Les territoires parfois sont vastes, comme le Mali, 1 240 000 km², c'est plus de 6 fois la France pour un pays qui a une armée qui fait à peine 15 000 personnes ! Vous voyez donc qu'il y a des défis de sécurité qui font qu'aujourd'hui, si nous voulons assurer le développement, il faut que nous assurions la sécurité et la stabilité. Il est donc impératif que la dimension sécurité et défense soit prise en charge, comme la dimension développement. Je crois que les deux vont aller de pair. Ce sont les deux roues d'une même charrette. Je suis heureux que tout le monde le comprenne ainsi.

Ensuite, la culture. Vous avez cité le Président MANDELA. Vous savez que le combat de MANDELA a été aussi un combat violent, si nous devons restituer les faits. Parce que lorsqu'il y a l'oppression, on a la légitimité de se défendre. Durant l'Apartheid, l'ANC a eu à développer une réponse parfois armée. Heureusement, par la suite, par le dialogue, après l'oppression et la révolte, il y a eu le dialogue et la réconciliation.

La culture c'est l'Alpha et l'Oméga comme le disent certains hommes de culture. L'Afrique est un continent qui a une très grande contribution à la culture de l'humanité, qui a un très grand apport. Aujourd'hui le monde ne peut pas vivre que de culture. Je viens de mettre en commun le ministère de la Culture et du Patrimoine pour, justement, valoriser notre patrimoine et matériel. Mais nous avons besoin au moment où nous parlons, de la culture que nous magnifions, du développement de nos langues nationales au côté de langues étrangères, nous devons aussi développer notre agriculture, développer notre industrie, développer notre économie. Tout va de pair et il ne faut rien négliger. La culture doit être présente, évidemment, du début à la fin. Le Sommet de la Francophonie nous permettra, en tout cas, de revaloriser cette culture africaine. Nous y travaillons.

Cela me permet de répondre à la dernière question ou à l'avant-dernière sur le 15ème Sommet de la Francophonie. Nous avons vu comment la RDC a pu gagner le défi de l'organisation. Cela va être le second sommet pour le Sénégal. Je peux vous donner l'assurance que tout a été mis

en œuvre pour que ce Sommet soit un succès, de A à Z, dans l'organisation. Dans le contenu des discussions, les problématiques des femmes et des jeunes vont être mis en exergue pendant ce Sommet. Je crois qu'avec l'appui de tous les partenaires, nous pourrions sortir du Sommet de Dakar avec des résolutions très importantes.

Enfin, je crois que, oui, pour votre question sur les projets régionaux. Les projets régionaux ont une particularité : ce sont des projets qui ne sont pas développés dans un seul pays. Il faut que l'impact régional du projet soit évident pour que le projet soit éligible, dans le cadre du programme « PIDA ».

Vous prenez, par exemple, le corridor transsaharien qui fait de Dakar à Djibouti, qui traverse une dizaine de pays. C'est donc un impact sur dix pays. Vous avez également, du Nil de l'Égypte au Rwanda, une fibre optique qui va être faite, vous avez le projet gazoduc Algérie-Nigeria, etc qui passe par le Niger. Ce sont donc des projets régionaux qui ont un impact. Évidemment RDC-Congo, avec le pont qui doit traverser le fleuve Congo, qui permettra par la voie ferroviaire et par la voie routière de relier les deux Congo. Le projet « INGA » en ce qui concerne l'énergie hydroélectrique, etc, etc

Ces projets seront financés par le partenariat public-privé et par l'engagement de partenaires comme l'Union européenne, comme l'AFD, comme la Banque mondiale, comme également aujourd'hui les fonds souverains qui pourraient investir. Puisqu'il s'agira, après l'investissement, de rentabiliser les investissements, donc de pouvoir rembourser les crédits.

Enfin pour terminer, je pense que, s'agissant de la CPI, c'est une question essentielle et je m'en réjouis, en tant que Président de la République du Sénégal, de constater que le Sénégal a été le premier État au monde à avoir ratifié le traité de Rome, instituant la CPI. C'est un combat permanent pour notre pays et nous soutenons la CPI, nous la soutenons fermement.

Il s'est passé quelque chose, c'est que lorsque le cas du Président UHURU et de son vice-président RUTO, s'est posé, les Africains se sont posés une question légitime : est-ce que l'on va voir le Kenya être traité, si je puis m'exprimer, on va couper la tête du pays, on va les convoquer à la CPI et qu'est-ce que le Kenya va devenir pendant ce temps ?

Il fallait quand même avoir une appréciation réaliste de la situation. Alors, des questions se sont posées. Certains ont pensé qu'il fallait saisir le Conseil de sécurité qui a le pouvoir de demander à la CPI de suspendre, pour une année renouvelable, le temps de trouver une solution. Cette tentative a été évoquée par les Africains. Le Conseil de sécurité a rejeté la demande du Kenya et donc la demande africaine.

Devant ce refus, les Africains ont voulu, tout de suite, prôner la sortie des trente-quatre pays membres, ce qui aurait été catastrophique. Finalement, la sagesse a prévalu : les États-parties ce sont retrouvés à la Haye pour finalement faire un amendement sur le traité qui permet, aujourd'hui en tout cas, de faire comparaître le Président à travers son avocat et donc par téléconférence. Ce qui permettrait à la justice de se faire, mais qui permettrait également au Kenya de garder son Président, le temps qu'il est, en tout cas, dans l'exercice de ses fonctions, pour qu'il puisse bénéficier de cette sorte de facilité qui a été trouvée.

Donc, ce consensus finalement, devra permettre, aux uns et aux autres, de maintenir le statu quo, de laisser la CPI poursuivre son travail, tout en tenant compte de ce que les Africains ont souhaité. Voilà, M. le Président ce que je voulais dire, en vous remerciant ».

M. BAN Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies :

(Pas de traduction)

M. Herman Van ROMPUY, Président du Conseil européen :

« Quoi que la question ne m'ait pas été posée directement, je vais quand même donner une réflexion sur la question du rôle de la culture dans l'unification africaine. Juste une réflexion, je crois que c'est un des fondateurs de l'Union européenne, Jean MONNET qui a dit : Si c'était à refaire, je recommencerais avec la culture. Heureusement que l'on n'a pas commencé avec la Culture...

On a commencé l'unification européenne avec l'acier, le charbon des industries des clés pour l'industrie des guerres pour mettre tout cela sous un chapeau supra national. On a créé un marché commun, on a créé une monnaie commune, pas à pas, nous avons créé l'unification et

l'Union européenne.

Le Président MANDELA n'est pas le symbole de la culture africaine, le Président MANDELA est un symbole de valeur. Il est l'incarnation de certaines valeurs : valeur de la réconciliation que l'on connaît très bien en Europe, parce que l'Union européenne est fondée sur la réconciliation entre la France et l'Allemagne & valeurs qui sont celles de la démocratie, de l'égalité entre homme et femme, de la liberté, de la non-discrimination Il a été le porte-drapeau des grandes valeurs universelles. Elles ont été incarnées par quelqu'un de tout à fait charismatique.

En fait, si l'unité africaine se fait, cela se fera aussi par le biais de l'économie, de l'infrastructure, de la sécurité, mais elle se fera aussi par les valeurs. Là, il y a des progrès gigantesques, ces dernières années. La démocratie est devenue majoritaire en Afrique. Quand il y a des conflits et quand la France et d'autres pays européens aident certains pays africains aident avec d'autres pays africains d'ailleurs c'est pour combattre souvent le fanatisme, l'extrémisme et des contres valeurs.

Donc, maintenant, nous ne laissons plus les choses en l'état, on combat ce qui va à l'encontre de nos conceptions les plus fondamentales. C'est pour cela que l'on peut dire aujourd'hui qu'il y a un partage de valeurs entre l'Afrique et l'Union européenne. Il y a un partage aussi d'intérêts, pas seulement des intérêts économiques, mais aussi un partage des intérêts de sécurité. C'est pour cela que ce sommet est très productif, parce qu'il y a autour de cela une très grande convergence.

LE PRESIDENT : Merci Herman. Je vais répondre rapidement aux quatre questions qui ont été posées. La première est la place de la France en Afrique. Depuis ces dernières années, la France a perdu des parts de marché en Afrique, alors même que le continent africain a connu une croissance importante. J'en vois deux raisons pour expliquer ce résultat et pas simplement d'ailleurs sur le continent africain.

La première raison, c'est que longtemps la France a considéré l'Afrique comme si elle avait des positions qui étaient acquises pour toujours. Parce que les liens de l'Histoire, l'héritage, la présence déjà d'entreprises sur le sol africain..., faisaient qu'il y avait des marchés qui devaient venir spontanément vers nous. Eh bien non !

L'Afrique, quand elle se développe, elle va vers les entreprises qui présentent les meilleures conditions de prix et de qualité. Il y a donc une prise de conscience que ce rendez-vous a encore une valeur : si nous voulons regagner des parts de marché, si nous voulons doubler le niveau de nos échanges avec l'Afrique, les entreprises françaises doivent investir davantage en Afrique et notamment dans des secteurs qui ne sont pas simplement ceux des ressources naturelles mais ceux de leurs transformations, des infrastructures, des énergies, des nouvelles technologies Il y a des concurrents nouveaux qui sont apparus, des pays émergents qui apportent des financements. Un des participants au sommet me disait : « c'est bien parce que ce sont les Chinois qui réalisent les infrastructures et c'est vous, les Français, qui les mettez en œuvre ». C'est déjà pas mal ! Mais enfin, on pourrait faire les deux !

Pourquoi y a-t-il cette présence d'amis, de pays émergents ? Parce qu'ils apportent le financement. Nous avons donc cette obligation, pour être plus présents sur le sol africain, dans l'intérêt même de l'Afrique et de la France, d'apporter des financements. D'où la proposition que j'ai faite de doubler aussi les aides par les prêts, par les dons pour que cela puisse nourrir des projets économiques, dans l'intérêt aussi de l'emploi en Afrique et en France.

Deuxième question qui m'était posée sur la zone Franc. La France tient à cette zone. Non pas pour ses propres intérêts. Mais parce que c'est un instrument de stabilité et de solidarité. Et en plus, il y a un lien qui peut être établi avec l'Europe. Si des pays veulent rejoindre la zone Franc, cela suppose qu'il y ait un travail de convergence, qui prendra nécessairement du temps, et que, bien sûr, les pays qui sont déjà membres de la zone aient à se prononcer. Ce n'est pas à la France de faire la sélection.

Troisième réponse sur la RDC. J'avais dénoncé, en son temps, la déstabilisation par le mouvement M23 du Kivu. J'avais demandé et le ministre des Affaires étrangères français avait porté cette revendication que la MONUSCO 20 000 soldats puisse être davantage intervenant pour protéger les populations et pour éviter les exactions. Cela a été fait, cela a eu des résultats.

Mais cela n'empêche pas les violences qui continuent et notamment les violences faites aux femmes. Les ventres des femmes sont des champs de bataille dans cette partie-là pas simplement d'ailleurs dans cette partie-là de l'Afrique On constate, et vous l'avez rappelé, qu'il y a des violences faites aux femmes chaque fois qu'il y a une déstabilisation, un désordre et une action terroriste. On l'a vu au Mali, on le voit en Centrafrique. Ont témoigné des femmes récemment en Centrafrique, qui avaient, hélas, subi des violences terribles.

Puisque je parle de la Centrafrique, la seule question que je redoutais que l'on me pose, ce n'était pas : « pourquoi la France est-elle intervenue ? » Celle-là j'avais la réponse. C'était : « pourquoi la France risquait-elle d'intervenir si tard ? » Parce que si nous n'étions pas intervenus, avant-hier soir, il y aurait eu encore des massacres, il y aurait eu encore des femmes violentées, il y aurait eu encore des enfants qui auraient été tués, il y aurait eu des exactions qui auraient été perpétrées dans les hôpitaux, comme cela s'est produit.

La France ne se pose donc pas cette question : « pourquoi intervenir ? » Elle se pose une seule question : intervenir avec qui ? Les Africains. Sous l'égide de qui ? Le Conseil de sécurité des Nations Unies. Et pour qui ? Pour la population africaine. Voilà le sens de notre présence, aujourd'hui, en Centrafrique.